



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Deuxieme-EPR-une-erreur-historique>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°42 > **Deuxième EPR : une erreur historique pour l'économie française**

1er mai 2009

Deuxième EPR : une erreur historique pour l'économie française

La décision de construire un deuxième réacteur nucléaire de type EPR puis sans doute un troisième est lourde de conséquences pour l'économie française : un choix économique catastrophique !

En premier lieu il est illusoire de penser que la politique pro-nucléaire engagée depuis 1974 ait permis une plus grande efficacité énergétique de notre économie. Au contraire une étude réalisée par Yves Lenoir et Jean-Pierre Orfeuil publiée dans Science et Vie en 1988 montrait que le programme électro-nucléaire avait été avant tout un formidable accélérateur de la consommation énergétique et électrique de la France.

Ainsi en un peu plus de trente ans la consommation d'électricité finale a été multipliée par trois ! En 1970, le secteur le plus consommateur d'électricité était l'industrie, sa part étant alors de plus de 50%, tandis que le résidentiel-tertiaire consommait environ 35 % de l'électricité finale. Entre 1970 et 2006, la consommation d'électricité du résidentiel-tertiaire a augmenté beaucoup plus vite que celle de l'industrie, avec un rythme moyen de croissance annuel de 5,4%, contre seulement 2% pour l'industrie, de telle sorte qu'en 2006, le résidentiel-tertiaire consomme deux fois plus d'électricité que l'industrie, avec une part de 65% contre 30% pour l'industrie. Cette forte augmentation de la consommation d'électricité du résidentiel-tertiaire est notamment liée au fort développement du chauffage électrique en France, une particularité française par rapport à bon nombre de nos voisins européens.

Un rôle positif sur l'économie qui reste à prouver

En second lieu, l'idée selon laquelle le choix nucléaire de notre pays est positif pour notre économie est souvent émise par nos responsables politiques pour justifier le soutien de l'Etat. Encore faut-il pouvoir le prouver. En vérité notre économie n'a pas été dopée par le plan nucléaire français, les résultats ont d'ailleurs été plus faibles que dans des pays comparables : la croissance industrielle en France en 1990 était inférieure de moitié à la moyenne des pays de l'OCDE, le tiers de celle des Etats-Unis. Des pays sans nucléaire de l'Union européenne ont ainsi enregistré des taux de croissance de PIB plus élevés.

L'impact sur la balance commerciale n'est pas plus satisfaisant. Des évaluations indépendantes indiquent ainsi que les exportations d'électricité liées à la surcapacité de production ont généré des recettes qui restent inférieures au coût de la production ce qui laisse penser que ces exportations ont entraîné en réalité des pertes entre 0,8 et 6 milliards d'euros par an pour la période 1995-2001 (les cahiers de Global Chance, septembre 2008).

Quant à la baisse de la facture énergétique, la mise en œuvre d'un parc de 58 réacteurs a en apparence permis de réduire la facture de 28 milliards d'euros en 1984 à 10 milliards d'euros en 1988. En apparence car les importations de pétrole ont été en augmentation constante et que la baisse de cette facture s'explique essentiellement par la chute de 250 % des cours du pétrole en 1986 et leur relative stabilité au cours des années qui suivirent. Les combustibles fossiles couvrent aujourd'hui à plus de 70 % la consommation d'énergie finale de la France. Si la réduction de la dépendance pétrolière était l'objectif du développement du nucléaire, alors l'échec est criant.

(...)

Bis repetita

La décision de recommencer un programme nucléaire comme si nous étions en 1970 va conduire aux mêmes conséquences mais avec une gravité beaucoup plus grande due au changement de contexte.

Tout d'abord l'endettement d'Areva comme d'EDF va peser sur toute l'économie française et explique sans doute la volonté du gouvernement de camoufler dans le plan de relance une partie des besoins de financement du secteur électronucléaire. La situation d'Aréva est mauvaise. (...) L'endettement a augmenté de 22% au premier semestre et s'élevait à 2,3 milliards au premier semestre. Un milliard de provisions devrait être passé pour le chantier finlandais dont le coût est passé de 3 à 5 milliards d'euros. (...)

Tout ceci est d'autant plus grave que les privatisations et les exploitations avec des entreprises privées comme Suez GDF peuvent conduire à réduire la sécurité qui est déjà en peine du fait du recours généralisé à la sous-traitance. Les incidents du Tricastin systématiquement sous-évalués en témoignent comme les critiques formulées par l'Autorité de Sûreté Nucléaire sur les contrôles.

Or, les risques sont évidents, y compris liés à des incidents qui peuvent détruire l'image d'activités économiques comme cela a été le cas pour les vins du Tricastin cet été. Malheureusement, les règles de responsabilité sont hors droit commun puisque par exemple la directive responsabilité environnementale ne s'applique pas. Certes la couverture Responsabilité Civile prévue par la législation européenne, sur la base de la Convention de Paris est passée de 1 à 2,25 milliards. Mais, la protection civile suisse a bien montré qu'un accident nucléaire majeur provoquerait en Suisse, dont le plateau est densément peuplé, des dommages pouvant dépasser les 4 000 milliards de francs suisses (environ 2 700 milliards d'euros) !

Un coût sous-estimé

Si le risque financier est immense, les avantages sont maigres. Le coût de revient du nucléaire est beaucoup plus élevé que le coût généralement avancé. Le Bureau de suivi du budget du Congrès américain a indiqué en 2008 que les coûts réels de construction de 75 des centrales du parc actuel avaient dépassé de plus de 300 pour cent les estimations qui avaient été faites par l'industrie nucléaire, soit une progression de 0,938 à 2,959 dollars par kW installé. Le coût d'une nouvelle centrale nucléaire est actuellement évalué par Moody's à un montant de 5 000 et 6 000 dollars par kW installé, à 8 000 dollars par la société Florida Power & Light pour la construction de deux nouvelles unités nucléaires à Turkey Point dans le sud de la Floride. Et ces estimations n'incluent pas les frais de traitement et de stockage des déchets nucléaires. En août 2008, le Département de l'Énergie a

fourni une nouvelle estimation du coût d'aménagement et de gestion de Yucca Montain, le site centralisé de stockage actuellement en construction au Nevada. Les estimations ont bondi de 57,5 milliards en 2001 à 96,2 milliards aujourd'hui, ce dernier chiffre couvrant simplement les coûts jusqu'en 2013.

Même en France, après la réévaluation du coût de l'EPR de Flamanville estimé à 4 milliards d'euros (20% de plus que prévu mais c'est un minimum compte tenu du précédent finlandais et de l'estimation américaine ci-dessus qui conduirait à un coût de 6 à 8 milliards d'euros) EDF estime à 55 euros le prix du mégawatt heure soit un prix qui ne cesse de monter alors que celui de l'éolien et du solaire ne cesse de baisser. Et ce prix n'inclut pas le démantèlement (...).

Ainsi ce choix n'est pas le moins coûteux, mais en plus il va peser sur l'industrie française qui a vu les tarifs dérégulés augmenter de 48% entre 2006 et 2007... et qui sera mise dans l'obligation de faire l'impasse sur le développement de l'économie verte incompatible avec le nucléaire. La bronca contre l'éolien ou le débat sur l'efficacité énergétique dans les bâtiments chauffés électriquement n'est qu'un avant-goût de ce que nous allons vivre. Nous allons simplement, pour des considérations idéologiques et non économiques, nous priver de prendre le virage des industries du XXIe siècle. Les dégâts sur l'économie et la finance française seront à moyen terme les mêmes qu'au cours des années 80 : aggravation des déficits commerciaux, perte de savoir faire dans les secteurs porteurs de l'industrie de grande diffusion, retard de la modernisation du substrat économique. Mais ils seront aggravés par les difficultés financières et le changement de modèle économique auquel nous ne participerons pas. Et n'oublions jamais que le risque zéro n'existe pas et qu'il faut espérer que nous ne connaîtrons jamais d'incidents importants, a fortiori d'accidents, ce qui mettrait en péril des secteurs d'activités stratégiques pour notre pays comme l'industrie agroalimentaire ou l'industrie qui représentent les premiers pôles de notre économie et de notre balance commerciale.

Ainsi, sans même aborder la question de l'impact sur l'emploi (2 000 emplois espérés à Penly pendant le chantier, 300 après) contre plusieurs dizaines de milliers qui pourraient être créés avec les 4 milliards d'euros voués à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables ou encore la question sanitaire et écologique bien réelle, la relance du nucléaire constitue un choix économique catastrophique.

Corinne LEPAGE

Avocate, ancienne ministre de l'Environnement, Présidente de Cap21

Source : Actu-Environnement.com - 10/02/2009